Séances plénières

➤ **JEUDI 12 JUILLET 2012 MATIN (097), APRÈS-MIDI (098)**

PROJETS ET PROPOSITIONS

1. Projet de loi portant diverses modifications du Code électoral et de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen pour les élections de la Chambre des représentants et du Parlement européen, modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative et modifiant la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise, n^{os} 2281/1 à 4.
 - Proposition de loi (M. Gerolf Annemans, Mmes Alexandra Colen et Rita De Bont, MM. Filip De Man, Hagen Goyvaerts et Peter Logghe, Mme Barbara Pas, MM. Bert Schoofs et Bruno Valkeniers et Mme Annick Ponthier) modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (1), n^{os} 28/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Gerolf Annemans, Mmes Alexandra Colen et Rita De Bont, MM. Filip De Man, Hagen Goyvaerts et Peter Logghe, Mme Barbara Pas, MM. Bert Schoofs et Bruno Valkeniers et Mme Annick Ponthier) modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (2), n^{os} 29/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Jean Marie Dedecker) modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (I), n^{os} 346/1 et 2.
 - Proposition de loi (MM. Ben Weyts et Jan Jambon, Mme Els Demol ; M. Theo Francken, Mme Nadia Sminate, M. Jan Van Esbroeck et Mme Kirstien Van Vaerenbergh) modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, n^{os} 409/1 et 2.
 - Proposition de loi (MM. Hagen Goyvaerts, Guy D'haeseleer, Filip De Man, Bert Schoofs, Gerolf Annemans et peter Logghe) modifiant le Code pénal en ce qui concerne le non-respect de la législation linguistique par les services d'urgence ou les services mobiles de secours de la région de Bruxelles-Capitale, n^{os} 1096/1 et 2.
 - Proposition de loi spéciale (M. Gerolf Annemans, Mme Rita De Bont, M. Filip De Man et Mme Barbara Pas) modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, en ce qui concerne les facilités linguistiques dans les communes de la périphérie bruxelloise, n^{os} 1097/1 et 2.
 - Proposition de loi spéciale (MM. Gerolf Annemans et Filip De Man et Mmes Rita De Bont et Barbara Pas) fixant définitivement la frontière entre la Flandre et la Wallonie et supprimant les facilités dans les communes de la frontière linguistique, n^{os} 1098/1 et 2.
 - Proposition de loi spéciale (Mme Rita De Bont et MM. Peter Logghe et Hagen Goyvaerts) modifiant la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne la prévention et le règlement des conflits d'intérêts, n^{os} 1139/1 et 2.
 - Proposition de résolution (M. Gerolf Annemans, Mmes Barbara Pas et Rita De Bont et M. Bruno Valkeniers) concernant la création d'une « Fédération Wallonie-Bruxelles », n^{os} 1501/1 et 2.
 - Proposition de résolution (MM. Bert Schoofs et Filip De Man, Mme Annick Ponthier et M. Tanguy Veys) concernant la Communauté germanophone, n^{os} 1519/1 et 2.

- Proposition de loi (M. Gerolf Annemans, Mmes Barbara Pas et Rita De Bont et M. Bruno Valkeniers) modifiant la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, n^{os} 1718/1 et 2.
- Proposition de loi (M. Gerolf Annemans) modifiant la législation électorale en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et d'instaurer un système de pools par groupe linguistique dans la circonscription électorale de Bruxelles, n^{os} 1753/1 et 2.
- Proposition de loi (M. Gerolf Annemans) modifiant la législation électorale en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, n^{os} 1754/1 et 2.
- Proposition de résolution (M. Gerolf Annemans) visant à préparer une partition ordonnée de la Belgique, n^{os} 1771/1 et 2.
- Projet de révision de l'article 63 de la Constitution, n^{os} 2282/1 et 2.
- Proposition (MM. Filip De Man et Hagen Goyvaerts et Mme Rita De Bont) de révision de l'article 63 de la Constitution en ce qui concerne la répartition des sièges à la Chambre des représentants, n^{os} 257/1 et 2.
- Projet d'insertion d'un article 168bis dans la Constitution, n^{os} 2283/1 et 2.

Les projets de loi n° 2281 et 2283 sont adoptés par 106 voix contre 42

Le projet de loi n° 2282 est adopté par 106 voix contre 41

2. - Projet de loi modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, n^{os} 2284/1 à 4.
 - Projet de révision de l'article 160 de la Constitution, n^{os} 2285/1 et 2.
 - Projet de loi spéciale portant modification de la loi du 9 août 1988 dite « de pacification communautaire » et de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant la nomination des bourgmestres des communes périphériques, n^{os} 2286/1 à 4.
 - Projet de loi spéciale modifiant l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 5bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, n^{os} 2287/1 à 4.

Les projets de loi n^{os} 2284, 2285, 2286 et 2287 sont adoptés par 106 voix contre 42

3. - Projet de loi spéciale complétant l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne la communauté métropolitaine de Bruxelles, n^{os} 2288/1 à 4.
 - Projet de loi spéciale portant un juste financement des Institutions bruxelloises, n^{os} 2289/1 à 5.
 - Projet de loi modifiant la loi du 10 août 2001 créant un Fonds de financement du rôle international et de la fonction de capitale de Bruxelles et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, n^{os} 2290/1 à 5.

Les projets de loi n^{os} 2288, 2289 et 2290 sont adoptés par 106 voix contre 42

4. - Projet de loi spéciale modifiant la législation électorale en vue de renforcer la démocratie et la crédibilité du politique, n^{os} 2291/1 à 4.
 - Proposition de loi spéciale (M. Raf Terwingen) renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire, n^{os} 122/1 et 2.

- Proposition de loi spéciale (M. Raf Terwingen) interdisant, en vue de lutter contre la mystification de l'électorat, les candidatures multiples lorsque les élections pour les Conseils de Région coïncident avec celles pour les Chambres législatives fédérales ou pour le Parlement européen, n^{os} 126/1 et 2.
- Projet de loi modifiant la législation électorale en vue de renforcer la démocratie et la crédibilité du politique, n^{os} 2292/1 à 5.
 - Proposition de loi (M. Raf Terwingen) renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre de la Chambre des représentants, de sénateur élu directement ou de sénateur coopté en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire, n^{os} 121/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Raf Terwingen) renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Parlement européen en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire, n^{os} 123/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Raf Terwingen) renforçant le rôle de l'électeur en prévoyant la cessation d'office du mandat de membre du Conseil de la Communauté germanophone en cas d'élection à une autre assemblée parlementaire, n^{os} 124/1 et 2.
 - Proposition de loi (M. Raf Terwingen) interdisant, en vue de lutter contre la mystification de l'électorat, les candidatures multiples lorsque les élections pour le Parlement européen coïncident avec celles pour les chambres législatives fédérales, pour le Parlement flamand, pour le Parlement wallon ou pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, n^{os} 125/1 et 2.
- Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles relative à l'élargissement de l'autonomie constitutive de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté flamande, n^{os} 2293/1 à 5.
 - Proposition de loi spéciale (M. Gerolf Annemans et Mmes Rita De Bont et Barbara Pas) modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en vue d'accorder la pleine autonomie constitutive au Parlement flamand, au Parlement de la Communauté française et au Parlement wallon en ce qui concerne leur élection, leur composition et leur fonctionnement, n^{os} 937/1 et 2.

Les projets de loi n^{os} 2291 et 2292 sont adoptés par 134 voix contre 12 et 2 abstentions
Le projet de loi n^o 2293 est adopté par 106 voix contre 42

➤ **VENDREDI 13 JUILLET 2012 MATIN (099), APRÈS-MIDI (100)**

PROJETS ET PROPOSITIONS

1. Projet de loi modifiant la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses (I), en ce qui concerne la pension des travailleurs salariés et portant de nouvelles mesures transitoires en matière de pension de retraite anticipée des travailleurs salariés, n^{os} 2264/1 à 4.

Le présent projet de loi fait partie des mesures transitoires adoptées dans le cadre de la réforme des pensions des travailleurs salariés entreprise par la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses (1). Ce projet de loi contient également des mesures relatives à la pension des journalistes professionnels et aux périodes assimilées:

- Les personnes qui satisfont à un moment donné aux nouvelles conditions d'âge et de carrière de la pension de retraite anticipée en vigueur à partir de 2013, peuvent obtenir leur pension anticipée quelle que soit par la suite la date de prise de cours de leur pension.*
- Il en va de même des personnes qui, encore cette année, satisfont aux conditions d'âge et de carrière de la pension de retraite anticipée actuellement en vigueur (jusqu'au 31 décembre 2012).*
- Toute personne qui ne satisfait pas exactement aux conditions de carrière et d'âge en 2012 et qui se trouvait sous l'ancien régime à un, deux ou trois ans de sa pension anticipée, serait contrainte de travailler dans certains cas trois, quatre ou cinq ans de plus que prévu sous le nouveau régime. Pour cette raison, le nombre d'années supplémentaires à prester sera limité à deux pour certaines personnes qui auront entre 57 et 61 ans au 31 décembre 2012.*
- Après concertation avec les organisations syndicales représentatives et les organisations patronales des secteurs concernés, il est décidé d'encore maintenir le régime spécial de pension des journalistes professionnels. Ce régime ne subira pas de changements jusqu'à ce qu'un rapport annuel laisse apparaître qu'un déficit est imminent.*
- Concernant les périodes assimilées, quelques précisions sont apportées.*
- Enfin, quelques modifications sont apportées aux dispositions confirmatives de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses (1).*

Le projet de loi n° 2264 est adopté par 117 voix et 29 abstentions

2. Projet de loi portant assentiment au Mémoire d'Accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, fait à Luxembourg le 1^{er} juin 2006, n^{os} 2246/1 et 2.

Le projet de loi n° 2246 est adopté par l'unanimité des 147 voix

3. Projet de loi portant assentiment à la Convention numéro 177 de l'Organisation internationale du travail concernant le travail à domicile, adoptée à Genève le 20 juin 1996, n^{os} 2227/1 et 2.

Le projet de loi n° 2227 est adopté par 119 voix et 27 abstentions

4. Proposition de résolution (Mmes Ine Somers, Maya Detiège, Gwendolyn Rutten et Carina Van Cauter et MM. Damien Thiéry et David Clarinval) relative à la médecine personnalisée et aux défis pour notre système de soins de santé, n^{os} 648/1 à 7.

La proposition de résolution n° 648 est adoptée par 107 voix et 41 abstentions

5. Projet de loi modifiant le titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail, n^{os} 2319/1 à 3.

Le présent projet de loi vise, d'une part, à instaurer, à travers une approche sectorielle, conformément à la recommandation de l'OIT, une présomption réfragable d'existence d'un statut de travailleur salarié ou d'indépendant lorsqu'un certain nombre de critères sont remplis ou non. En outre, le présent projet de loi vise à simplifier la procédure selon laquelle des critères spécifiques peuvent être fixés qui, soit complètent les critères généraux prévus dans la loi, soit complètent ou remplacent les critères sur la base desquels la présomption est mise en œuvre.

Le projet de loi n° 2319 est adopté par l'unanimité des 148 voix

6. Projet de loi modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, n^{os} 2322/1 à 4.

La loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, transpose en partie la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 novembre 2001 instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, qui définit notamment les règles relatives à l'autorisation de mise sur le marché et à la pharmacovigilance applicables aux médicaments à usage humain dans l'Union européenne.

Des règles en matière de pharmacovigilance sont nécessaires à la protection de la santé publique afin de prévenir, de détecter et d'évaluer les effets indésirables des médicaments mis sur le marché dans les États membres de l'Union, dans la mesure où le profil de sécurité des médicaments ne peut être connu dans son intégralité qu'après leur commercialisation.

Au vu de l'expérience acquise et après l'évaluation, par la Commission européenne, du système de pharmacovigilance de l'Union européenne, il est apparu que les actions divergentes des États membres relatives à des problèmes liés à la sécurité des médicaments sont sources d'obstacles à la libre circulation de ces produits. Afin de prévenir ou d'éliminer ces obstacles, les autorités européennes ont estimé nécessaire de renforcer et de rationaliser les dispositions en matière de pharmacovigilance pour les médicaments à usage humain (considérants n° 2 à 4 de la directive 2001/83).

Ce constat a débouché sur l'adoption de la directive 2010/84/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain.

Le présent projet de loi modifie donc la loi du 25 mars 1964, principalement afin de la mettre en concordance avec les dispositions de la directive 2001/83 qui ont été modifiées par la directive 2010/84.

Le projet de loi n° 2322 est adopté par l'unanimité des 148 voix